

La crise économique : péril ou opportunité pour l'intégration européenne des Balkans occidentaux ?

Gaëlle Péro Valero, Journaliste, Chercheur à la Fondation Robert Schuman

Avant d'entrer dans notre sujet, il me semble intéressant de faire un petit état des lieux. Dans l'Union européenne, la crise a touché d'abord avec force les pays du sud-est de l'Europe, et notamment la Grèce qui fait géographiquement partie des Balkans. Bien sûr, la faillite du système grec a choqué les autres Etats membres : finalement, même dans l'Union, les dysfonctionnements pouvaient être pérennes et incontrôlés. Dans les Balkans, la crise grecque a également frappé les esprits. Pour les populations de la région, la Grèce est moins la patrie de la philosophie, qu'un des nôtres qui aurait réussi à « se normaliser » et à entrer dans l'Union. Son échec, ou en tous cas, sa fragilité exposée avait de quoi remettre en cause quelques croyances.

En effet, contrairement à ce que l'on pouvait imaginer, adhérer à l'Union européenne n'est pas une garantie éternelle à la stabilité et à la prospérité. Même la Slovénie, réputée bonne élève de l'Europe, et ancienne république yougoslave des plus prospères, s'est heurtée au mur de la crise. Au printemps dernier, son système bancaire s'est mis à trembler sans que la politique d'austérité mise en place par Ljubljana puisse porter ses fruits.

En plus d'observer ses voisins membres de l'Union européenne chanceler sous les effets de la crise, les pays des Balkans ont été durement frappés par ce tsunami économique mondial sans bénéficier non plus, de la solidité des autres pays européens. En effet, la plupart des pays de la région sont toujours en transition économique et sortent progressivement du système économique socialiste. Par ailleurs, cette même transition économique ne se fait pas sans mal : les privatisations ont provoqué des licenciements mais ont aussi alimenté les eaux troubles de la corruption. Le chômage reste endémique dans la région : 31% en Macédoine, 24% en Serbie, 13% en Albanie et 40% au Kosovo. En plus de ces chiffres préoccupants, il y a un autre phénomène plus difficile à quantifier qui est l'économie grise. Pourtant, je pense que chacun d'entre nous connaît quelqu'un qui travaille au noir !

Les politiques d'austérité comme les réformes économiques ont aussi un coût social. La Serbie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo bénéficient du soutien du FMI. La dette publique est importante dans les pays de la région : 33,8% du PIB en Macédoine (sources UBIFRANCE), 60% du PIB en Serbie (sources Afp). Rien de comparable cependant à la France où elle représentait 93,4% du PIB en juin dernier (sources INSEE), en Belgique 104,5% du PIB et en Grèce, 160,5% (source Eurostat).

Et puis, il y a d'autres raisons, non héritées du passé, mais au contraire liées au développement des Balkans. Les investissements étrangers qui avaient démarré doucement se sont ralentis dans la région depuis la crise. Certains investisseurs ont même avorté leurs projets en cours. La crise économique a aussi eu un impact sur l'obtention de crédits et prêts, fragilisant les entrepreneurs et mettant en péril les créations d'entreprises. Des secteurs, pourtant en plein essor, ont été touchés durement comme les investissements dans la construction.

La plupart du secteur bancaire de la région est détenu par des banques de pays de la zone euro : l'Autriche, la France, l'Italie, la Slovénie et la Grèce. Ainsi, les banques grecques détiennent jusqu'à 25% des fonds, dépôts et prêts effectués en Macédoine. Ces mêmes banques grecques contrôlent avec les banques italiennes un peu moins de la moitié du secteur bancaire dans les Balkans occidentaux. La plupart des devises de la région sont indexées sur l'euro, monnaie officielle, d'ailleurs au Monténégro et au Kosovo.

Enfin, dernier phénomène provoqué par la crise : certains migrants qui étaient partis chercher de meilleures conditions de vie sont revenus au pays depuis la crise. C'est le cas, notamment, de nombre d'Albanais qui avaient émigré en Grèce. A charge pour les pays d'origine déjà fragilisés par la crise d'absorber ces retours dans le tissu social et économique local. D'autant plus que les migrants qui ont choisi de demeurer dans leurs pays d'accueil ont fortement réduit, voire suspendu leurs apports à l'économie de leur pays d'origine. On appelle ces versements les rémittences. Cette diminution des rémittences a un impact direct sur la consommation dans les pays des Balkans qui se voient privés d'un apport conséquent de devises.

L'ensemble de ces indicateurs, plutôt décourageants, donne parfois l'impression que le long processus d'intégration à l'Union européenne, déjà difficile et laborieux en lui-même, pourrait finalement se réduire à intégrer un colosse aux pieds d'argile. « Finalement, à quoi bon ? » La crise engendre des peurs et réveille les doutes et les incertitudes.

D'ailleurs les baromètres d'opinions reflètent bien cette tendance au repli : le pourcentage des citoyens des Balkans favorables à l'intégration européenne a baissé de 10 à 15% selon les pays en moins de six ans. On est désormais plus euroréaliste qu'europhile. Personnellement, je pense que cette lucidité est une bonne chose, elle permet d'appréhender les faits et d'engager des réformes avec plus de force et en connaissances de cause. La pensée magique n'aide jamais une nation. Le philosophe français, André Comte-Sponville définit la sagesse comme « le maximum de bonheur dans le maximum de lucidité ». On pourrait le paraphraser en définissant l'intégration européenne comme : « le maximum de stabilité dans le maximum de lucidité. »

Une autre peur, ou une autre croyance, déclenchée par la crise économique est que l'Union européenne, déjà bien occupée par elle-même et par ses propres difficultés, se détournerait des Balkans et mettrait un frein, voire stopperait totalement l'élargissement. Cette peur, plutôt prégnante et que l'on retrouve dans beaucoup de publications, alimente elle-même différentes tentations nuisibles aux pays de la région. En voici quelques exemples :

A cause d'un éventuel désengagement de l'Union, les Etats et les gouvernements de la région risqueraient de ralentir les réformes ou de prendre moins au sérieux les exigences de Bruxelles.

A cause du découragement des populations, la tentation existe aussi de cesser d'exiger des leaders les réformes nécessaires à une adhésion européenne. Dans les deux cas, je pense qu'il y a là, un risque important pour les démocraties des Balkans. Je sais combien les dernières années ont été éprouvantes pour tous et que le désenchantement et le défaitisme gagnent du terrain, mais la pression populaire et citoyenne est essentielle pour écarter des leaders de la région la tentation de mettre en place des politiques à la petite semaine, sans vision pour le pays, dans l'espoir de garder le pouvoir et de maintenir un système clientéliste.

Enfin, devant cette peur d'être les « oubliés de l'intégration européenne », la tentation pointe aussi de se tourner désormais plus ouvertement vers d'autres partenaires. En effet d'autres puissances convoitent une forme d'influence dans la région : la Russie, les États-Unis, la Turquie ou la Chine. Il faut être prudent cependant sur les motivations de ces partenaires. Certains sont moins désintéressés qu'ils n'y paraissent et d'autres se sont montrés déjà inconstants par le passé dans leur loyauté et leurs aides.

Mais cette peur de désengagement de l'Europe dans les Balkans à cause de la crise repose-t-elle sur des faits ou sur des impressions ?

En réalité, l'Union européenne -et ce malgré la crise- garde le cap sur l'élargissement avec beaucoup de constance et d'engagement. Voici des preuves. La première et non des moindres est l'adhésion de la Croatie en juillet dernier. Quelle autre fédération d'Etats prendrait le risque de s'agrandir en période de crise sinon l'Union européenne ?

Mais encore : en mars 2013, la Serbie a obtenu le statut de candidat. Le Monténégro a bouclé deux chapitres depuis l'ouverture des négociations d'adhésion en juin 2012. En juin, la Commission a donné une roadmap au Kosovo pour la libéralisation des visas. L'accord en février dernier entre Belgrade et Pristina a marqué une étape importante pour toute la stabilité de la région. Mais plus encore, cet accord et la façon dont il a été obtenu démontre avec force l'implication et la mobilisation de l'Union européenne dans les Balkans. La région reste bel et bien à l'agenda européen. Et ces résultats ne sont pas issus d'un enchaînement bureaucratique mais sont la preuve tangible d'un engagement et d'une volonté politique de Bruxelles comme des États membres à poursuivre un processus dans lequel ils se sont engagés bien avant le début de la crise. Quelle serait, en effet, la crédibilité internationale de l'Union européenne, notamment en temps de crise, si elle n'était pas capable de respecter ses engagements vis-à-vis d'elle-même et par rapport à ses partenaires privilégiés ?

Par ailleurs, la façon dont l'Europe a traité et traite encore la crise devrait pouvoir rassurer les candidats sur la solidarité comme sur la solidité des 28. Depuis le début de la crise économique, les Etats membres se sont réunis pratiquement tous les deux mois pour réfléchir et mettre en place, ensemble, des solutions. Dans un premier temps, des institutions temporaires ont été mises en place par la création d'un mécanisme européen de stabilité financière et d'un fonds de sauvetage européen. Ces premières « bouées de

sauvetage » ont sauvé de la faillite la Grèce, le Portugal et l'Irlande. Depuis ces institutions provisoires ont été remplacées par une institution intergouvernementale, le Mécanisme européen de stabilité, qui sert de filet de sécurité. Ce n'est pas rien. Cela a un coût pour les Etats membres puisqu'ils devront verser un capital de 80 milliards € sur cinq ans. Comme vous avez pu l'observer, ces opérations de sauvetage ne se sont pas faites sans discussions, tensions et parfois réticences mais elles se sont faites via le dialogue et malgré tout, avec la finalité de rester unis et solidaires face aux difficultés.

La peur de contagion du cas grec doit être relativisée. Oui, il y a bien dysfonctionnement d'Athènes mais aussi de Bruxelles qui n'a pas été assez vigilante sur les errances et les approximations de cet Etat. Cependant, l'Union européenne de 1981, année de l'adhésion de la Grèce, n'est plus celle de 2013. Comme toute construction humaine, l'Union européenne apprend de ses expériences, de ses erreurs surtout. Le monde a changé en trente ans, l'Union s'est agrandie et est devenue une véritable puissance mondiale.

Enfin, un autre intérêt pour les pays des Balkans à ne pas céder à la peur est que l'intégration européenne est déjà en cours et tout particulièrement au niveau économique. 2/3 des échanges commerciaux des Balkans se font avec l'Union européenne, au premier rang de laquelle l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et la Grèce. Le deuxième partenaire économique des Balkans est la Russie pour des raisons énergétiques. Le troisième, c'est les Balkans eux-mêmes. L'entrée de la Croatie a donc de fortes chances d'augmenter encore le positionnement en pôle position de l'Union dans ce classement. Et c'est une excellente nouvelle pour la région puisque l'Union européenne est la première puissance économique mondiale ! Personnellement, dans la tempête qu'est la crise économique, je préfère être sur un paquebot que dans une barque. D'ailleurs, même en crise économique et avec une augmentation de 1% par rapport à 2011, le taux de chômage dans l'Union européenne (de 12,2% source Eurostat) est au-dessous des chiffres du chômage dans la plupart des pays des Balkans.

Maintenant que l'on peut être rassuré de l'engagement de l'Europe dans la région, de sa capacité à répondre avec solidarité aux situations de crise de ces Etats-membres, il ne faut pas se voiler la face : nous sommes encore en crise. Néanmoins, je voudrais que nous dépassions ensemble le cadre monétaire pour chercher quelles autres ressources sont disponibles pour répondre à la crise.

Est-ce que l'Union européenne peut mieux faire dans les Balkans? Oui, certainement, elle pourrait notamment s'appuyer en particulier sur le Conseil de coopération régional pour promouvoir davantage les échanges régionaux.

Est-ce que le gouvernement de Macédoine pourrait mieux faire ? Et là, ce n'est pas à moi de vous donner la réponse, mais à vous, tous, qui êtes citoyens de ce pays.

Est-ce que nous pourrions tous mieux faire ? Oui, certainement. Est-ce que chacun d'entre nous, individuellement, peut faire quelque chose en plus, au quotidien, pour son pays et pour l'Europe ? Je laisse à chacun le soin de répondre.

La première chose que nous pourrions faire serait de regarder quelles autres richesses sont à notre disposition. Des richesses essentielles à nos sociétés, qui participent à une dynamique de croissance et assure un filet de sécurité. Des idées pour commencer que l'on va compléter ensemble :

Le lien social. Les réseaux d'entraide familiaux, la solidarité entre amis, entre voisins. Les soins de santé.

L'éducation et la formation des jeunes pour éviter, notamment, la fuite de nos plus brillants cerveaux qui sont une des ressources cruciales de nos pays. Je ne parle pas seulement de la Macédoine, la France commence aussi à être touchée aussi par cette nouvelle forme de diaspora, celle de l'éducation et de la compétence.

La liberté de la presse est à préserver à tout prix. Sans une presse libre et indépendante, un pays perd un peu de sa conscience et du droit fondamental des citoyens à se forger leur propre opinion. La transparence est essentielle à l'exercice du pouvoir en démocratie et la presse est le canal de cette transparence.

La protection et les droits de ses minorités sont un atout parce qu'un traitement juste d'une minorité est aussi un facteur rassurant sur la stabilité d'un pays pour un investisseur. Pour le reste des citoyens aussi.

Toutes ces sphères qui ne sont pas économiques, devraient pourtant être considérées comme des investissements cruciaux et prioritaires pour un pays. Elles participent aussi à la sécurité, à la stabilité et à l'état de droit. Ce sont des outils très efficaces pour assurer un climat de confiance, fondamental pour la croissance.

En conclusion, personne n'a choisi d'expérimenter la crise économique, mais face à la situation, il est possible de réagir, de lancer des initiatives. L'Union européenne a prouvé que malgré des circonstances défavorables, elle était capable de solidarité entre ses membres et plus encore d'élargir à l'avenir cette solidarité en poursuivant le processus d'élargissement. A charge aux pays aspirants de s'associer à cette continuité, de ne pas relâcher les efforts et de garder confiance dans un processus qui les engage comme il engage les 28 Etats membres. C'est grâce à cet engagement, et malgré les difficultés, que s'est construit et se construit encore ce projet unique dans l'Histoire.

N'oubliez pas que vous en faites partie.